



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général Commun
des Bouches-du-Rhône**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Marché public de fournitures et services

**Marché pour des prestations de gardiennage pour le
site de Zattara situé 16 rue Antoine Zattara,
Marseille**

SGC13-GARDIENNAGE-ZATTARA-2025

Le CCAG de fournitures courantes et de services du 30 mars 2021 est applicable au présent marché.

SOMMAIRE

A-CLAUSES ADMINISTRATIVES.....	4
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 2 – REPRÉSENTATION DES PARTIES.....	4
2-1 L’acheteur.....	4
2-2 Le titulaire.....	5
2-3 Lieu d’exécution du marché.....	5
ARTICLE 3 – FORME ET PROCÉDURE DE PASSATION.....	5
ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT.....	5
ARTICLE 5 – DURÉE DU Marché.....	5
ARTICLE 6 – MODALITÉS D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	5
6-1 Émission et exécution des bons de commande.....	5
6-2 Contenu des bons de commande.....	6
6-3 Délai d’exécution et durée de validité des commandes.....	6
6-4 Modifications et suppression des bons de commande.....	6
6.4.1 Modification à la hausse des bons de commande.....	6
6.4.2 Modification à la baisse/ annulation d’un bon de commande.....	6
ARTICLE 7 – MARCHÉ DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	6
ARTICLE 8 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	7
ARTICLE 9 – PILOTAGE ET SUIVI.....	7
9.1 Réunion de démarrage des prestations.....	7
9.2 Contrôle des prestations.....	7
ARTICLE 10 – CONDITIONS D’ACCÈS ET SÛRETÉ DES SITES.....	8
ARTICLE 11 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	8
11-1 Obligations générales.....	8
11-2 Obligation d’alerte.....	8
11-3 Obligation d’information.....	8
11-4 Obligation de confidentialité.....	9
11-5 Mesures de sécurité.....	9
11-6 Reprise du personnel.....	9
ARTICLE 12 – RÉGIME FINANCIER.....	9
12-1 Forme et contenu des prix.....	9
12-2 Variation des prix.....	10
12-3 Avances.....	10
12-4 Répartition des paiements.....	11
12-5 Paiement des sous-traitants directs.....	11
12-6 Retenue de garantie et cautionnement.....	11
12-7 Délai de paiement et intérêts moratoires.....	11
ARTICLE 13 - FACTURATION.....	12
13-1 Modalités de facturation.....	12
13-2 Mentions obligatoires.....	12
13-3 Taux de TVA.....	13
13-4 Transmission des factures.....	13
ARTICLE 14 - PÉNALITÉS.....	14
ARTICLE 15 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	15
15-1 Performance environnementale.....	15
15-2 Bilan émission de gaz à effet de serre.....	15
ARTICLE 16 – CLAUSE SOCIALE.....	15
ARTICLE 17 - DISPOSITIONS DIVERSES.....	16

17-1 Langue.....	16
17-2 Sous-traitance.....	16
17-3 Secret des affaires.....	16
17-4 Assurances.....	16
17-5 Autres obligations administratives.....	17
ARTICLE 18 - APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL.....	17
ARTICLE 19- TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL.....	17
ARTICLE 20 - RÉSILIATION.....	19
ARTICLE 21 - DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	20
B-CLAUSES TECHNIQUES.....	21
ARTICLE 22 – MISE EN PLACE DU MARCHÉ.....	21
22-1 Période de préparation.....	21
22-2 Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire.....	21
22-3 Mise à disposition de matériels par l'administration.....	21
ARTICLE 23 CONDITIONS D'INTERVENTION.....	22
23-1 Nature des interventions.....	22
23-1-1 Prestations récurrentes.....	22
23-1-2 Prestations ponctuelles.....	22
23-1-3 Prestations urgentes.....	22
23-2 Périodes d'intervention.....	23
23-3 Remplacements, retard et délais.....	23
23-4 Obligations du titulaire.....	23
23-4-1 Obligations légales concernant les conditions d'exercice des activités de sûreté et de sécurité.....	23
23-4-2 Moyens mis à disposition des agents.....	23
23-4-3 Tenue de la main courante numérique.....	24
23-4-4 Plan de continuité de services.....	24
23-4-5 Dispositif de pointage.....	24
ARTICLE 24 REMPLACEMENT D'UN AGENT A LA DEMANDE DE L'ACHETEUR.....	24
ARTICLE 25 ADMISSION DES PRESTATIONS.....	24
ARTICLE 26 - DÉROGATION CCAG FOURNITURES ET SERVICES (Frs & S).....	25

A-CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet des prestations de gardiennage par un ou des agents de sécurité, permettant d'assurer la sécurité des biens meubles et immeubles et des personnes.

Les besoins sont notamment les suivants :

- accueil et contrôle d'accès
- surveillance générale du site ;
- sécurité technique et incendie (de base) ;
- secours et assistance aux personnes, protection et alerte en cas d'accident ou d'événement exceptionnel.

Les prestations commandées dans le cadre du BPU peuvent évoluer dans le temps en fonction des choix et besoins de l'administration.

Les prestations principales se font sur la base d'un planning hebdomadaire et récurrent.

Le planning envisagé est le suivant : arrivée sur site à 7h, ronde d'ouverture jusqu'à 7h30, ronde de fermeture de 17h30 à 18h puis départ du site à 18h, du lundi au vendredi, hors jours fériés ou chômés.

Le titulaire peut également être sollicité pour des interventions ponctuelles et d'urgence.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le présent document au sein de la partie B - CLAUSES TECHNIQUES.

ARTICLE 2 – REPRÉSENTATION DES PARTIES

2-1 L'acheteur

Le pouvoir adjudicateur (PA) ou Acheteur est l'État.

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou représentant de l'acheteur (RPA) chargé de coordonner la passation du marché pour le compte des services relevant du périmètre du SGC13, est la directrice du Secrétariat Général Commun des Bouches-du-Rhône. Elle est chargée de signer et de notifier l'accord cadre.

Le pilotage du marché et le suivi administratif sont assurés par le Service du Budget et des Achats, Bureau des Achats (BDA).

Contact : sgc-sba-achats@bouches-du-rhone.gouv.fr

Les noms et coordonnées des interlocuteurs chargés de la mise en œuvre et suivi logistique du marché seront communiquées à la notification du marché.

2-2 Le titulaire

Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le secrétariat général commun des Bouches-du-Rhône et les bons de commande qui en découlent.

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit.

Lors de la réunion de démarrage, il présente à l'acheteur le responsable chargé d'être l'interlocuteur de l'acheteur pour toutes questions se rapportant au suivi de l'exécution de l'accord cadre et des bons de commande.

2-3 Lieu d'exécution du marché

Le lieu d'exécution du présent marché se situe dans l'immeuble situé 16 rue Antoine Zattara, 13003 Marseille.

Le bâtiment comporte 11 niveaux (2 sous-sols, un rez-de-chaussée et 8 étages) pour une surface moyenne par étage de 1 600m².

ARTICLE 3 – FORME ET PROCÉDURE DE PASSATION

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée ayant pour objet des services de sécurité conformément aux articles L. 2123-1-2° et R. 2123-1-3° du code de la commande publique.

Il est conclu sans minimum et avec un montant maximum sur 2 ans de 150 000 € HT.

Il est mono attributaire et s'exécute par l'émission de bons de commandes.

ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti.

ARTICLE 5 – DURÉE DU MARCHÉ

L'accord cadre débute à sa notification jusqu'au 30 avril 2026. Il est renouvelable par tacite reconduction une fois pour une période d'un an. La décision de ne pas prolonger doit parvenir au titulaire avant le 31 janvier 2026 par messagerie sécurisée du profil acheteur.

Le présent accord cadre cesse automatiquement de produire ses effets lorsque le montant maximum précité est atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

ARTICLE 6 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

6-1 Émission et exécution des bons de commande

Les bons de commande sont émis sur la base du bordereau de prix unitaire.
Le bon de commande pour la prestation récurrente est annuel.

Prévision d'émission des bons de commandes des prestations récurrentes :

Le premier bon de commande est émis pour la période du 02 mai 2025 au 30 avril 2026.
L'éventuelle reconduction de l'accord cadre engendre l'émission d'un bon de commande pour la période du 02 mai 2026 au 30 avril 2027.

Les bons de commandes pour les prestations ponctuelles sont émis à la survenance du besoin et pour la période considérée.

6-2 Contenu des bons de commande

Tous les bons de commande comprennent à minima les indications suivantes :

- Le nom du titulaire et la référence de l'accord cadre ;
- Le numéro d'engagement juridique ;
- L'identification de l'ordonnateur émetteur de la commande ;
- Le nom et l'adresse précise de l'établissement de livraison des prestations ;
- Les modalités et adresse de facturation ;
- La désignation des prestations à réaliser ;
- Le montant total HT, le taux et le montant de la TVA, le montant total TTC.

6-3 Délai d'exécution et durée de validité des commandes

Les bons de commande peuvent être envoyés au titulaire de l'accord cadre à partir de la notification jusqu'au dernier jour de validité de celui-ci. Passé ce délai, aucun bon de commande ne peut être notifié.

Ils ne peuvent s'exécuter après la fin de l'accord cadre.

6-4 Modifications et suppression des bons de commande

6.4.1 Modification à la hausse des bons de commande

Toute demande d'ajout d'heures fait l'objet d'une information écrite par messagerie.

Le bon de commande est modifié en conséquence.

Le délai de mise en œuvre est de 30 jours maximum.

6.4.2 Modification à la baisse/ annulation d'un bon de commande

Un bon de commande peut être annulé ou modifié à la baisse avec un délai de prévenance de 60 jours.

ARTICLE 7 – MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence pourra être passé avec le titulaire du marché pour des prestations similaires.

Ce nouveau marché sera alors négocié directement par le représentant du pouvoir adjudicateur avec le titulaire.

ARTICLE 8 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles du marché, dans leurs versions définitives, sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement et ses annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG FCS) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et les avenants postérieurs à la notification de l'accord cadre ;
- Les bons de commande émis ;
- Le Cadre de Réponse Technique (CRT) et toute annexe le complétant.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent accord cadre, est réputée non écrite. De ce fait, elle sera de nul effet sur l'accord cadre.

Le CCAG FCS étant réputé connu et n'est pas joint au présent marché, mais il peut être consulté sur le site internet :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>.

ARTICLE 9 – PILOTAGE ET SUIVI

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre le représentant de l'acheteur, les services bénéficiaires et le titulaire. L'acheteur a la possibilité d'organiser ponctuellement toute réunion nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre.

9.1 Réunion de démarrage des prestations

Le titulaire doit se rendre disponible pour une réunion de démarrage qui a lieu dans les 15 jours suivant la notification du marché.

Cette réunion permet notamment de :

- Présenter l'organisation du marché ;
- S'assurer de la bonne compréhension mutuelle de la prestation à mener (hypothèses, périmètre et engagement) ;
- Préciser les modes de communication et/ou de sollicitation du représentant de l'acheteur envers le prestataire ;
- Faire le point sur l'ensemble des éléments administratifs et financiers du marché ;
- Prendre connaissance des contraintes et spécificités des lieux ;
- Prendre connaissance des interlocuteurs pour l'installation et le bon déroulement de la mission.

9.2 Contrôle des prestations

L'acheteur peut à tout moment contrôler les conditions d'exécution des prestations, objet de l'accord cadre, et précisées dans la partie B - clauses, à quelque stade que ce soit et par tous les moyens jugés utiles, sans avoir à en référer au titulaire.

L'acheteur se réserve la possibilité de confier à une ou plusieurs sociétés spécialisées, toutes missions complémentaires d'audit et de contrôle des prestations. Dans ce cadre, le titulaire mettra à la disposition des auditeurs extérieurs, toutes les informations (y compris les autocontrôles du titulaire) et les moyens en personnel et matériel nécessaires à l'accomplissement de leurs missions de contrôle et de vérification qualitative des prestations.

ARTICLE 10 – CONDITIONS D'ACCÈS ET SÛRETÉ DES SITES

Le site est soumis à autorisation d'accès.

Seules les personnes habilitées par l'acheteur pour réaliser les prestations peuvent accéder aux locaux ; la présence d'autres personnes est interdite.

L'acheteur peut, sans motif, refuser l'habilitation de tout personnel susceptible d'intervenir. Le titulaire ne pourra ni demander une indemnisation ni se soustraire à ses obligations pour ce motif.

Le titulaire doit fournir à l'acheteur (sgc-sba-achats@bouches-du-rhone.fr) la liste nominative, copie des documents d'identité du personnel et l'attestation individuelle sur l'honneur contrat sensible, signée par chacun des personnels susceptible d'intervenir sur site au plus tard 15 jours après la notification du marché.

Cette liste et ces documents sont mis à jour et à fournir dès que nécessaire. Un délai minimal de 72 heures doit être respecté afin que l'acheteur puisse valider les nouveaux personnels présentés.

Le cas échéant, le titulaire doit fournir les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer permanents exigés pour la circulation du personnel sur le site.

Le non-respect des obligations en matière de sécurité peut entraîner la résiliation du marché pour faute du titulaire.

ARTICLE 11 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

11-1 Obligations générales

Le titulaire est réputé avoir pris en compte, dans l'établissement de son offre, l'ensemble des sujétions techniques et des contraintes liées aux prestations décrites au présent marché.

11-2 Obligation d'alerte

Le titulaire a un devoir de conseil et d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

11-3 Obligation d'information

Le titulaire signale de même au pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations. Le pouvoir adjudicateur s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution de l'accord cadre.

11-4 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur pour les informations données dans l'accord cadre et les informations données dans les bons de commande, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous traitants et fournisseurs.

L'ordonnateur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord cadre aux torts du titulaire.

11-5 Mesures de sécurité

Le titulaire doit enseigner au personnel placé sous son autorité, les diverses consignes de sécurité générales et particulières au service bénéficiaire et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

11-6 Reprise du personnel

Conformément à l'avenant du 28 janvier 2011 à l'accord du 5 mars 2012 relatif à la reprise du personnel et l'arrêté du 29 novembre 2012 portant extension à un avenant conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité, le titulaire s'engage à reprendre le personnel en place.

Les caractéristiques du personnel en place font l'objet d'une annexe au CCATP.

L'acheteur n'est pas l'auteur de la liste de reprise du personnel et ne dispose d'aucun moyen permettant de contrôler la véracité des éléments communiqués. Dès lors, les informations transmises ne peuvent engager sa responsabilité.

Le titulaire du présent marché doit transmettre dans les 10 jours, à chaque sollicitation de l'acheteur, les informations concernant la reprise du personnel selon le modèle du document « évaluation masse salariale ».

A défaut les pénalités prévues à l'article 14 peuvent lui être appliquées.

ARTICLE 12 – RÉGIME FINANCIER

12-1 Forme et contenu des prix

L'accord cadre est conclu à bons de commande à prix unitaire et révisable.

Les prix des bons de commande sont les prix de l'accord cadre figurant dans l'annexe financière annexée à l'acte d'engagement.

Ils sont exprimés en euro, en hors taxe et en toutes taxes comprises.

Les prix sont réputés complets et comprennent l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres et plus généralement tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations y compris les frais de déplacements, de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter, ils comprennent entre autres :

- Les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- Le suivi commercial ;

12-2 Variation des prix

Le BPU de l'accord cadre est conclu à prix ferme jusqu'au 30 avril 2026.

Les prix font l'objet d'une révision pour l'année de la reconduction.

Le calcul de la révision des prix est effectué par le titulaire et est transmis à l'Acheteur avant le 1^{er} mars 2026. L'annexe « BPU ANNEE EN COURS révisé », remplaçant l'annexe « BPU » est également transmise à l'acheteur.

En cas de non transmission de ces éléments dans les délais, la révision s'applique au 1^{er} jour du mois suivant la dite transmission.

L'ajustement se fait à la baisse comme à la hausse.

L'index retenu est : CPF 80.10

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766739>

Le coefficient de révision Cn est donné par la formule :

$$Cn = 0,15 + 0,85 \times (I_n / I_0)$$

I₀ = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix, soit 1^{er} trimestre 2025

I_n = Valeur du dernier index de référence connue I prise au mois de la période de mise en œuvre de la clause de révision

Le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

Les prix révisés sont arrondis au centième.

12-3 Avances

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 20 % du montant initial TTC du bon de commande si sa

durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 20 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable ni actualisable.

Le remboursement d'une avance s'effectue dès la première facture émise au titre des prestations.

12-4 Répartition des paiements

La facturation est associée à un bon de commande ; elle est mensuelle, terme échu. Elle prend en compte les heures réellement effectuées dans le mois.

Pour les prestations ponctuelles, la facturation est terme échu, en une seule fois.

12-5 Paiement des sous-traitants directs

Le titulaire est habilité à sous traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations d'un montant supérieur à 600 euros TTC.

L'entreprise sous traitante doit obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

La présentation du sous-traitant peut intervenir au stade du dépôt de la candidature et de l'offre.

En cours d'exécution du marché, la présentation du sous-traitant consiste à demander au représentant du pouvoir adjudicateur, l'établissement d'un acte spécial. La présentation s'effectue grâce au formulaire DC4.

12-6 Retenue de garantie et cautionnement

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

12-7 Délai de paiement et intérêts moratoires

Conformément à l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement ne peut excéder trente jours (30) à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la date de la décision d'admission si celle-ci lui est postérieure.

Tout retour de cette demande formulée par écrit et dûment motivée suspend toutefois le délai de paiement jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit pour le titulaire du marché et ses éventuels sous traitants payés directement, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai global de paiement.

Conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires mentionnés à l'article L. 2192-13 est égal au taux d'intérêt appliqué par

la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Par ailleurs, une indemnité forfaitaire est prévue pour frais de recouvrement, celle-ci est fixée à 40€ conformément à l'article D.2192-35 du code de la commande publique.

ARTICLE 13 - FACTURATION

13-1 Modalités de facturation

Les paiements des prestations sont afférents à chaque bon de commande émis. Un calendrier de paiement doit être fourni à réception du bon de commande récurrent. Les factures sont adressées aux responsables des ordonnateurs, dont les coordonnées figurent aux bons de commande. Les bons de commande apportent les précisions utiles en la matière (adresses de facturation...).

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire.

13-2 Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- Identification du titulaire : raison sociale, adresse et SIRET ;
- La date d'émission de la facture et numéro de facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- Numéro et date de l'accord cadre ;
- Numéro d'engagement juridique présent sur le bon de commande ;
- Désignation des prestations ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- La date d'exécution des services ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée , ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- **Le RIB.**

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que toute facture qui ne sera pas présentée dans les formes fixées par l'accord cadre lui sera retournée, le délai global de paiement étant alors interrompu.

En cas de changement de RIB en cours d'exécution de l'accord cadre, celui-ci doit être transmis sans délai à l'acheteur afin d'éviter toute rupture dans les paiements.

13-3 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

13-4 Transmission des factures

Les factures doivent parvenir de façon dématérialisée sur le portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, toutes les entreprises titulaires de marchés publics et leurs sous traitants bénéficiant d'un paiement direct doivent obligatoirement adresser leurs factures sous format électronique via le portail Chorus Pro.

La transmission dématérialisée des factures doit être effectuée conformément aux dispositions du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facture électronique. Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission dématérialisée des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr/> aux fins de, soit :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir directement ses factures.

2) Mode service ou API (Application Programming Interface) :

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers.

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées) :

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs.

L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> rubrique « nous contacter ».

La dernière facture présentée dans le cadre de ces prestations correspond à la facture de solde.

ARTICLE 14 - PÉNALITÉS

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG FCS, tout manquement du titulaire à ses obligations, ayant fait l'objet d'une mise en demeure par messagerie sécurisée, peut donner lieu à pénalité. Il n'y pas de montant minimal exonérant le titulaire ou de pourcentage maximal de calcul du montant de pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont appliquées sur la facture concernée ou par titre de perception.

Le titulaire encourt les pénalités suivantes :

Pénalités liées à l'exécution de l'accord cadre et des bons de commandes qui en découlent	
Non transmission tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail à l'adresse suivante : http://www.e-attestations.fr	100 € par non-respect constaté
Non-respect, des articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise. Toutefois le montant de cette pénalité ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5. En cas d'absence de régularisation, l'accord cadre peut-être rompu, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.	100 € par non-respect constaté
Non déclaration de sous-traitance ou constatation de sous-traitance n'ayant donc pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement.	100 € par non-respect constaté
Non transmission d'éléments liés à la mise en place d'un avenant dans les délais indiqués lors de la demande et après 1 ^{er} rappel	50 € par jour de retard
Non transmission des éléments relatifs à la reprise du personnel	50 € par jour de retard
Absence injustifiée à une réunion	100 € par absence constatée
Non-respect des obligations en matière de sécurité	150 € par non respect constaté
Non remplacement dans les délais (article 23-3)	20 € par heure de retard
Non remplacement dans les délais (article 22-2)	150 € par jour de retard
Non respect de la clause sociale	50 € par heure non réalisée
Non respect de la clause sociale (non transmission des documents et justificatifs)	100 € par jour de retard
Non transmission du BEGES	50 € par jour de retard à partir du délai de 6 mois
Non transmission du plan de continuité de service fiabilisé	100 € par jour de retard
Non mise à disposition ou indisponibilité de la main courante dématérialisée	50 € par jour
Non respect des autres clauses du marché	100€ par constat

ARTICLE 15 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

L'accord cadre prévoit la mise en place d'une démarche environnementale dans le cadre de cette prestation.

15-1 Performance environnementale

Le titulaire doit dans la mesure du possible adopter les pratiques favorables à la réduction de l'émission de gaz polluants ou à effet de serre, en particulier le CO², par exemple en formant son personnel à l'éco conduite ou encore en disposant d'une flotte de véhicule de moins de trois ans. Le matériel proposé doit être performant sur le plan énergétique et participer à la réduction des consommations énergétiques.

Conformément aux dispositions de l'article L.1431-3 du code des transports, le titulaire doit fournir au bénéficiaire de la prestation une information relative à la quantité de gaz à effet de serre émise par le ou les modes de transport utilisés pour réaliser cette prestation. Le champ et les modalités d'application de cette disposition, notamment le calendrier de leur mise en œuvre selon la taille des entreprises de transport, les méthodes de calcul des émissions de gaz à effet de serre et la manière dont le bénéficiaire de la prestation est informé sont fixés par voie réglementaire.

La méthode de calcul énoncée à l'article L.1431-3 du code précité est exposée aux articles D.1431-1 et D.1431-23 du même code et reprise dans le Guide méthodologique du ministère de la transition écologiques aux pages 20 et 21

https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Info%20GES_Guide%20%C3%A9thodo.pdf

15-2 Bilan émission de gaz à effet de serre

Selon l'article L. 229-25 du code de l'environnement l'établissement d'un BEGES est obligatoire tous les quatre ans pour :

- les entreprises de plus de 500 salariés en métropole
- les entreprises de plus de 250 salariés en outre-mer

Le décret n° 2022-982 du 1^{er} juillet 2022 rend possible l'établissement d'un bilan consolidé des émissions de gaz à effet de serre de l'ensemble des sociétés d'un groupe. Il modifie le périmètre des émissions obligatoirement prises en compte dans l'établissement du bilan d'émissions.

S'il est concerné, le titulaire doit transmettre son bilan à l'acheteur **dans les 6 mois** suivant la notification du marché faute de quoi il s'expose à l'application de pénalités prévues au présent CCP.

ARTICLE 16 – CLAUSE SOCIALE

Dans le cadre de sa politique d'achats responsables et de lutte contre les exclusions, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché une clause d'insertion sociale, dans les conditions définies aux articles 16.1 et suivants du CCAG Fournitures Courantes et Services 2021 relatifs à la clause sociale d'insertion.

Les modalités de mise en œuvre des dispositions sociales sont précisées en annexe du présent CCP.

En cas de non-respect de ces dispositions, les pénalités décrites au présent CCP s'appliquent.

ARTICLE 17 - DISPOSITIONS DIVERSES

17-1 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

17-2 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. La sous traitance totale des prestations est interdite.

17-3 Secret des affaires

Le titulaire consent, en application de l'article L.151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit quinze (15) jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

17-4 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Ces documents sont transmis par le titulaire ou son sous traitant sur la plate forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse : <http://www.e-attestations.fr>

17-5 Autres obligations administratives

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse : <http://www.e-attestations.fr>

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

ARTICLE 18 - APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

Les législations, réglementations du travail, et la réglementation sociale doivent être respectées. À ce titre, les personnes intervenantes dans le cadre du présent accord cadre devront présenter, sur demande, leurs cartes d'identités professionnelles aux services prescripteurs, coordinateurs SPS ou inspecteurs du travail.

En acceptant les termes du présent accord cadre, chaque entreprise titulaire est réputée s'engager à confier la réalisation des prestations à des salariés régulièrement employés au regard des articles L.1221-10 à L.1221-12, L.3243-1 et R.3243-1 du code du travail. (Article D.8222-5 3°).

Chaque titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main d'oeuvre, la qualification de tout personnel intervenant sur le site devant pouvoir être vérifiée par l'acheteur.

Les travailleurs étrangers doivent être munis des titres les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, soit en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux. La proportion d'ouvriers étrangers ne doit pas dépasser la proportion maximum admise par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 19- TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions du Règlement général sur la protection des données (RGPD) et notamment toutes les obligations découlant de l'article 28 dudit Règlement. Le Titulaire s'engage notamment, mais pas uniquement, à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s), objet du présent Marché, indiquées par le Pouvoir Adjudicateur ;
- ne traiter les données que sur instruction documentée du Pouvoir Adjudicateur, y compris en ce qui concerne les transferts de données personnelles vers un pays tiers ou à une

organisation internationale, et de démontrer les garanties suffisantes permettant de réaliser de tels transferts ;

- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles en vertu du présent Marché, s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;

- prendre toutes les mesures requises en vertu de l'article 32 (Sécurité du traitement) du Règlement général sur la protection des données dit « RGPD » ;

- aider le Pouvoir Adjudicateur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont les personnes concernées le saisissent en vue d'exercer leurs droits prévus au chapitre III du RGPD ;

- aider le Pouvoir Adjudicateur à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 36 du RGPD, compte tenu de la nature du traitement et des informations à la disposition du Titulaire ;

- selon le choix du Pouvoir Adjudicateur, supprimer toutes les données à caractère personnel ou les renvoyer au Pouvoir Adjudicateur au terme de la prestation de services, et détruire les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit de l'État membre n'exige la conservation des données à caractère personnel ;

- mettre à la disposition du Pouvoir Adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de toutes les obligations prévues par le RGPD, des obligations spécifiques prévues par le présent article et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le Pouvoir Adjudicateur ou un autre auditeur qu'il aura mandaté, et contribuer à ces audits.

Si le Titulaire considère qu'une instruction du Pouvoir Adjudicateur constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relatives à la protection des données, il en informe immédiatement ce dernier.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à faire respecter par ses personnels, préposés ou sous-traitants toutes les obligations résultant du Règlement Européen.

Le Titulaire fait uniquement appel à des sous-traitants ultérieurs qui présentent des garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées, de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD et garantisse la protection des droits de la personne concernée.

Le Titulaire s'engage à vérifier que ses sous-traitants présentent des garanties suffisantes en matière de protection des données, notamment en termes de connaissances spécialisées, de fiabilité et de ressources pour la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées, y compris en matière de sécurité du traitement.

Les mêmes obligations en matière de protection de données que celles fixées dans le présent Marché sont imposées à ses sous-traitants par le moyen d'un contrat ou de tout autre acte juridique au titre du droit de l'Union ou du droit d'un État membre, en particulier pour ce qui est de présenter des garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD.

Lorsque ses sous-traitants ne remplissent pas leurs obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant le Pouvoir Adjudicateur de l'exécution par son ou ses sous-traitants de ses obligations.

De plus, le Titulaire s'engage à prendre et documenter les moyens de contrôle permettant d'assurer l'effectivité des garanties offertes par lui-même et ses sous-traitants en matière de protection des données. Ces garanties incluent notamment :

- le chiffrement des données selon leur sensibilité ou à défaut l'existence de procédures garantissant un accès restreint et sécurisé aux données qui lui sont confiées ;

- le chiffrement des transmissions de données (ex. connexion de type HTTPS, VPN, etc.) ;
- des garanties en matière de protection du réseau, de traçabilité (journaux, audits), de gestion des habilitations, d'authentification, etc.

Il est en outre rappelé que la réglementation sur la commande publique et notamment le CCAG-FCS imposent la signature d'un contrat de sous-traitance ainsi que sa communication, sur demande, au Pouvoir Adjudicateur. Ce contrat devra contenir, au titre des garanties exigées par le Pouvoir Adjudicateur:

- la confidentialité des données personnelles confiées ;
- des contraintes minimales en matière d'authentification des utilisateurs ;
- les conditions de restitution et/ou de destruction des données en fin du contrat ;
- les règles de gestion et de notification des incidents.

Le Titulaire s'engage à respecter la plus stricte confidentialité sur les données personnelles qui lui seront transmises ou qu'il récoltera dans le cadre des présentes. Il n'autorisera l'accès à ces données qu'à un nombre limité de personnes qualifiées, sensibilisées et formées à la sécurité des données et ayant besoin des dites données. Il s'engage à faire respecter cette obligation par ses propres salariés ainsi que par ses propres sous-traitants.

Le Titulaire ne sera pas autorisé, pour le besoin des présentes, et notamment pour le stockage, même temporaire, de données, d'utiliser des stockages externes de type « cloud », sans avoir à minima obtenu des garanties corrélées à la localisation géographique effective des données.

Le Titulaire s'engage à faire remonter au Pouvoir Adjudicateur toute découverte de faille de sécurité ou d'incident de sécurité intervenant sur ses systèmes ou dans ceux de ses sous-traitants à qui il imposera la même contrainte et ce, dans un délai maximum de quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, lorsqu'il s'agit d'une violation de données à caractère personnel.

Le Titulaire s'engage à accepter la réalisation d'audit sur les méthodes et moyens de sécurité ainsi que sur les moyens de traitement et de stockage des données qui lui sont confiées et imposera cette même acceptation à ses propres sous-traitants.

ARTICLE 20 - RÉSILIATION

L'accord cadre peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG FCS. La procédure d'exécution aux frais et risques peut être mise en œuvre.

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

Dans ce cas, cette décision est prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire ne puisse prétendre à indemnité.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG, après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, le marché sera résilié, sans mise en demeure aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.
L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues au CCAG de référence.

La décision de résiliation est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Outre les cas de résiliation précédents, l'accord cadre peut être résilié aux torts du titulaire du fait de la notification de trois pénalités sur une période de 6 mois à partir de la première pénalité.

ARTICLE 21 - DIFFÉRENDS ET LITIGES

L'accord cadre est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation tout différend qui pourrait survenir quant à l'existence, l'interprétation ou l'exécution de ce contrat.

En cas d'échec de leur négociation directe et avant toute saisine des juridictions compétentes, le pouvoir adjudicateur et chaque titulaire peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2397-1 à R.2397-4 du code de la commande publique.

Le médiateur des entreprises, en tant que tierce partie sans pouvoir décisionnel, aide les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

Les comités consultatifs de règlement amiable ont pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Le médiateur des entreprises peut être saisi en ligne sur le site :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

Le comité consultatif compétent est le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Marseille.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le tribunal administratif de Marseille est seul compétent.

Les tribunaux de grande instance compétents pour connaître des actions en matière de propriété intellectuelle sont désignés par les articles D.211-5, D.211-6, D.211-6-1 et R.211-7 du code de l'organisation judiciaire.

B-CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 22 – MISE EN PLACE DU MARCHE

22-1 Période de préparation

Il est fixé une période de préparation de 15 jours suivant la notification durant laquelle le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur effectueront la réunion de démarrage et la visite préalable des lieux principaux d'exécution en vue de la rédaction du plan de prévention, conformément à l'article R. 4512-7 du code du travail et au décret n°92-158 du 20 février 1992.

22-2 Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le titulaire doit fournir à l'acheteur, dans le délai de 72 heures avant le commencement d'exécution des bons de commande :

- la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.
- l'agrément du CNAPS correspondant aux missions confiées.
- l'attestation individuelle sur l'honneur contrat sensible pour chacun des personnels affectés.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de la personne publique. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de la personne publique. Ce responsable doit pouvoir être joint durant la période d'intervention des agents et répondre à l'appel dans un maximum de 30 minutes.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement ;
- aux consignes écrites entrant dans le cadre de la mission.

Le positionnement physique des agents de surveillance se situe dans le bureau à l'entrée du bâtiment avec déplacements réguliers à l'entrée pour le filtrage.

22-3 Mise à disposition de matériels par l'administration

Il est mis à disposition du titulaire :

- un poste informatique
- Un trousseau de clés ainsi qu'un badge d'accès
- Un poste téléphonique avec accès direct au réseau intérieur

ARTICLE 23 CONDITIONS D'INTERVENTION

23-1 Nature des interventions

23-1-1 Prestations récurrentes

Le titulaire du marché a pour obligation la mise en place d'un agent de sécurité qualifié ayant pour mission générale la sécurité des biens et des personnes. Cette prestation est récurrente.

Dans le cadre de cette mission, l'agent peut être amené à effectuer les tâches suivantes (liste non exhaustive) :

- Ouverture et fermeture des sites avec rondes d'ouverture (7H à 7H30) et de fermeture (17h30 à 18H), avec une vérification de tous les ouvrants situés au RDC et au sous-sol (portes, fenêtres, portail...)
- Filtrage des accès au bâtiment et vérification de la possession de titre d'accès (badge, convocation...). Sans titre d'accès valables, l'agent ne peut laisser entrer un usager.
- Gestion du public dans le cadre de la continuité de la mission de l'accueil (tenue à jour du registre des visiteurs, fourniture de badges, réception de colis non postaux) ;
- Tenue à jour d'une main courante électronique consultable à distance, complétée au fil de l'eau de tout incident constaté par le prestataire
- Surveillance visuelle et via écrans de contrôle des locaux, des accès et des abords et intervention en cas d'incident

En cas de déclenchement de l'alarme incendie, aide à l'évacuation des agents et du public, et application des consignes de sécurité

23-1-2 Prestations ponctuelles

L'acheteur peut demander des prestations en plus, réalisées par un agent de sécurité confirmé, chiffrées au BPU :

- prestations en horaire de nuit ;
- prestations en week-end ;
- prestations en jours fériés.

23-1-3 Prestations urgentes

Pour chacune de ces prestations ponctuelles, l'urgence peut être invoquée par l'acheteur. Dans ce cas, le titulaire est prévenu par téléphone et la demande d'intervention est confirmée ultérieurement par mail. Il s'engage à intervenir dans un délai n'excédant pas 2 heures à compter de la réception de l'appel, même en dehors des jours ou heures ouvrables.

Le relevé des communications du pouvoir adjudicateur fait foi en cas de contestation.

Un forfait « urgence » est applicable à la prestation, facturé une seule fois par bon de commande.

23-2 Périodes d'intervention

Les prestations récurrentes sont assurées du lundi au vendredi, hors jours fériés ou fermeture des locaux, suivant un planning hebdomadaire récurrent transmis par l'acheteur lors de l'émission des bons de commande.

Ce planning est réactualisé dès que besoin et transmis au titulaire pour prise en compte.

Les prestations ponctuelles peuvent être demandées sur cette même période ou en dehors.

23-3 Remplacements, retard et délais

En cas d'absence ou de retard d'un personnel, le titulaire doit le remplacement sous 4 heures ou dans un délai moindre indiqué dans le plan de continuité d'activité du titulaire indiqué dans son cadre de réponse technique.

23-4 Obligations du titulaire

23-4-1 Obligations légales concernant les conditions d'exercice des activités de sûreté et de sécurité

L'activité de sûreté et de sécurité est régie par le Code de la sécurité intérieure.

Le titulaire doit respecter les obligations prévues par ce code et notamment, mais sans exhaustivité :

- l'article L. 612-1 : condition d'exercice ;
- les articles L. 612-6, L. 612-7 : normes et validité de l'agrément ;
- les articles L. 612-19, L. 622-20 et L. 622-20-1 : possession et validité de carte professionnelle des agents

Le titulaire étant un spécialiste, il est réputé connaître l'ensemble des textes régissant la profession et doit le cas échéant prendre en compte toutes nouvelles normes, qui apparaîtraient au cours de l'exécution du contrat, à la place de celles citées postérieurement à l'émission du présent document.

23-4-2 Moyens mis à disposition des agents

Le titulaire veille à ce que son personnel soit identifiable par le port d'un uniforme et/ou d'un badge de la société.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- Les matériels de télécommunication. Un numéro unique est affecté au(x) gardien(s). Le numéro est communiqué à l'acheteur lors de la période de préparation ;
- Les tenues de travail (uniforme et/ou badge de la société avec son identité) et matériels nécessaires à l'exercice de leurs missions (stylo, bloc note, lampes,...) ;
- Les équipements de nécessaires à la protection des personnels travailleurs isolés.

L'administration peut mettre à disposition un coffre sécurisé pour conserver les matériels dans les locaux.

23-4-3 Tenue de la main courante numérique

Le titulaire doit fournir et tenir à jour une main courante dématérialisée accessible à tout moment par l'acheteur. Y sont reportés la date de l'intervention, le nom de l'agent intervenant ainsi que les anomalies constatées ou problèmes rencontrés.

Cette main courante doit être mise à disposition dès le premier jour d'exécution des prestations du bon de commande et être conforme aux prescriptions de l'acheteur en matière de sécurité informatique.

23-4-4 Plan de continuité de services

Le titulaire doit transmettre à l'acheteur son plan de continuité de service fiabilisé dans les 15 jours suivant la notification du bon de commande. En cas de non transmission, des pénalités peuvent être appliquées au titulaire.

23-4-5 Dispositif de pointage

Le titulaire doit mettre en place pour son personnel un système de pointage, précisé dans son offre.

Il doit transmettre à l'acheteur, sur sa demande, les pointages des agents en poste et notamment à chaque fin de mois pour réalisation du service fait et paiement des prestations.

ARTICLE 24 REMPLACEMENT D'UN AGENT A LA DEMANDE DE L'ACHETEUR

L'acheteur se réserve la faculté, à tout moment pendant l'exécution du marché public, de solliciter par tous moyens permettant d'accuser réception, dûment motivé par des raisons professionnelles, le remplacement de l'un des intervenants affectés à l'exécution des prestations.

La liste non exhaustive des motifs de remplacement sont notamment :

- retards ou absences répétées mettant en danger la sécurité du site,
- abandon de poste, départ anticipé sans autorisation,
- accueil et filtrage non conformes,
- comportement inapproprié avec les agents du site et les visiteurs,
- tenue inadaptée,
- absence de remplissage ou anomalies détectées sur la main courante informatique,
- absence de réalisation des rondes prévues,
- non respect des consignes écrites.

Le titulaire a alors 48 heures pour procéder au remplacement.

ARTICLE 25 ADMISSION DES PRESTATIONS

Le titulaire tient à disposition de l'acheteur les pointages des agents en poste afin d'attester le service fait.

L'article 30 du CCAG FCS s'applique.

ARTICLE 26 - DÉROGATION CCAG FOURNITURES ET SERVICES (Frs & S)

Les dérogations au CCAG détaillées dans les articles du présent document sont les suivantes :

Articles du présent CCP	Articles du CCAG FCS auquel il est fait dérogation
Article 8	Article 4.1
Article 14	Article 14
Article 20	Article 41 et 42